



PRÉFET DU TARN

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Unité inter-départementale TARN-AVEYRON

ICPE n° 2016-0173

ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
du 21 NOV. 2019
concernant la société GALVACIER
sur le territoire de la commune de SAINT-SULPICE-LA-POINTE

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu la partie réglementaire du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2019 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 1993 et des arrêtés complémentaires du 23 septembre 2008 et du 3 mars 2017 portant autorisation d'une installation de galvanisation de pièces métalliques exploitée par la société GALVACIER, ZI des Terres Noires, sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe ;
- Vu l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'étude technico-économique des solutions de mise en conformité réglementaire de rejets d'eaux pluviales, rapport de TAUW réf R/1240910 – v0 du 27 avril 2017 ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 20 septembre 2019 dans lequel il s'engage à la création d'une station de traitement pour traiter le zinc résiduel dans les eaux pluviales ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2019, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de

réception en date du 1^{er} octobre 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'Environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la DREAL constate des dépassements récurrents de la concentration en zinc dans les rejets des eaux pluviales ;

Considérant que l'étude technico-économique précitée met en évidence l'émission de zinc via différentes zones drainées du site ;

Considérant que l'exploitant a proposé depuis 2017 un certain nombre d'actions visant à réduire ses émissions en zinc, notamment au niveau de chaque émissaire mais que ces actions ne se sont pas révélées suffisamment efficaces au regard des analyses mensuelles de la qualité des rejets ;

Considérant que le niveau d'acceptabilité environnemental du milieu récepteur n'est pas impacté à court terme par le niveau d'émission en zinc actuel mais que l'objectif d'émission dans le milieu naturel est fixé par l'arrêté du 2 février 1998 ;

Considérant que par courrier du 20 septembre 2019, l'exploitant s'est engagé à la création d'une station de traitement ;

Considérant que face à ces dépassements récurrents, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'Environnement en mettant en demeure la société GALVACIER de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société GALVACIER, ZI des Terres Noires sur la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe est mise en demeure de respecter **sous 24 mois** l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017 qui stipule que « *la teneur en zinc des eaux pluviales doit être inférieure à 2 mg/l si le flux est supérieur à 6 grammes par jour* ».

A compter du 1^{er} janvier 2020, l'arrêté ministériel du 24 août 2017 vient fixer le seuil de rejet en zinc à 0,8 mg/l si le flux est supérieur à 20 grammes par jour.

Les délais intermédiaires sont respectés selon l'échéancier suivant :

- sous 3 mois, transmission à la DREAL du cahier des charges pour la consultation des entreprises ;

- sous 15 mois, transmission à la DREAL d'une note présentant la solution technique retenue et le(s) bon(s) de commande du(des) fournisseur(s) ;
- sous 24 mois, mise en service de la STEP.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de Saint-Sulpice-La-Pointe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GALVACIER et publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Albi, le 21 NOV. 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY

